

# Déclaration FO

## CTSD Tarn

### 10 mars 2022

*Dans un contexte très difficile, la FNEC FP FO tient à réaffirmer son soutien à la population ukrainienne comme à toutes les populations victimes de la guerre et en particulier à tous les travailleurs et à leurs syndicats. Notre Fédération dénonce l'augmentation des dépenses militaires alors que le gouvernement de M. Macron a fermé des lits et supprimé des postes par milliers à l'hôpital et à l'école.*

Madame la Directrice Académique,

après 2 ans de crise sanitaire, de mesures liberticides, les services publics demeurent victimes de plans d'austérité toujours plus violents : l'impératif économique continue de prévaloir sur le confort et l'intérêt des élèves et sur le service public rendu à la population. Et dans l'Education Nationale, cette politique d'austérité est flagrante : 600 millions d'euros d'économisés sur le budget ces dernières années et 410 équivalents temps plein en moins dans le second degré.

Quelles sont les incidences pour les personnels et les élèves du Tarn ?

Tout d'abord une première remarque et non des moindres. Nous avons comparé les prévisions des effectifs dans le Tarn du CTA et de ce CTSD. Vous prévoyez 535 élèves de plus que le Rectorat... sauf que les moyens attribués à l'échelle académique se sont faits sur la base de 535 élèves en moins ! 1 élève équivaut à 1H42, c'est donc 759,7 heures soit 42 enseignants qu'il nous manque dans le département. Lors des opérations scolaires de la carte scolaire du 1<sup>er</sup> degré, vous avez basé vos décisions sur le principe de l'équité : pour le 2<sup>nd</sup> degré ce principe ne vaudrait-il plus ?

Le Rectorat nous doit donc 42 postes d'enseignants et ce sur la base de seuils déjà trop importants : 30 en collèges, et 36 en lycée .

Il n'est pas acceptable que les chiffres en collège soient aussi importants, avec pour certains établissements une explosion pour chaque niveau : comme Albert Camus à Gaillac ou au Saut du Sabo à Saint Juéry.

Il n'est pas acceptable que les classes soient également pleines en lycée avec une moyenne de 34 minimum pour chaque niveau.

D'ailleurs, en comparant les remontées des établissements et vos prévisions, nous trouvons de grandes différences... L'application des taux d'évaporation est incohérente... sauf quand il s'agit d'arriver à la moyenne maximale de 36 et de pouvoir supprimer des postes.

Concernant les SEGPA, vous les avez toutes plafonnées au maximum règlementaire. Les collègues pensent que vous avez pris la mesure de l'impact du COVID sur ces élèves-là qui ont pu par exemple ne pas être détectés/suivis mais il y a quand même des niveaux où les élèves seront réellement à 16 et certainement plus puisque par exemple des élèves d'ITEP sont maintenant aussi inclus dans des classes de SEGPA, comme par exemple à Bellevue.

Pour la FNEC FP FO, il est vital, d'autant plus après 2 ans de crise sanitaire qui ont supprimées des heures d'enseignement, de baisser les effectifs par classe donc de créer les postes nécessaires et non de transformer les élèves en variable d'ajustement.

Nous vous demandons d'intervenir auprès du Rectorat pour une dotation correspondant à la réalité de notre département. Nous vous demandons l'annulation des suppressions de postes occupés par des collègues. Nous vous demandons la création de tous les postes nécessaires dans les collèges et les lycées.

De plus, nous dénonçons la rupture d'égalité entre les élèves du fait du non remplacement des professeurs absents et rappelons que l'Etat doit se donner les moyens d'assurer la continuité du service public sur tout le territoire de la République conformément au Préambule de la Constitution de 1946. Pour assurer le remplacement des professeurs absents, la FNEC FP FO exige l'abandon des suppressions de postes aux concours et le recrutement d'enseignants à la hauteur des besoins.

De la même manière, pour rétablir l'égalité de traitement entre tous les lycéens, la FNEC FP FO exige l'abrogation de la réforme Blanquer du baccalauréat et un retour à un examen avec des épreuves nationales, ponctuelles, disciplinaires et anonymes.

Comme les personnels des hôpitaux, ceux des établissements scolaires sont sous pression et ne peuvent plus assurer leurs missions correctement. Comment le soignant peut-il s'occuper correctement de ses patients quand il ne va pas bien lui-même ? Comment le professeur peut-il encore aider ses élèves quand on lui enlève les moyens de le faire ? L'épuisement professionnel, le sentiment d'abandon, de perte de sens du métier qu'expriment les soignants, nous les retrouvons à l'identique chez les personnels de l'Education Nationale.

Pour les professeurs, nouvelles tâches et missions ajoutées aux heures de cours, imposition d'une deuxième HSA aux professeurs non volontaires, possibilité pour l'administration d'imposer des formations pendant les vacances scolaires...

Aussi, en donnant aux EPLE la gestion de l'utilisation de leur dotation horaire globale avec encore plus d'autonomie et selon leur « ambition de pilotage », c'est plus de missions de gestion par les personnels administratifs des EPLE qui sont déjà asphyxiés par une surcharge de tâches et de travail, sans postes supplémentaires.

Aussi, depuis 2 ans, les collègues AED sont en première ligne pour la mise en œuvre des 51 différents protocoles sanitaires qui se sont enchainés. Charge à eux de s'adapter, d'assurer de plus en plus de missions, souvent dans des équipes réduites par l'absence de remplacements. Aucune réponse du Ministère quant à leurs revendications alors que les vies scolaires sont en souffrance.

Le Gouvernement dont notre Ministère poursuit sa marche forcée et remet en cause le statut, les obligations de service, le temps de travail, en intensifiant l'autonomie des établissements notamment.

Pour autant, les personnels se mobilisent sous des formes diverses : il y a eu les grèves du 13 janvier et du 27 janvier mais aussi des motions au CA, des demandes d'audience, des grèves d'établissements, des rassemblements comme celui du mardi 15 février lors du CDEN... pour dire « Stop » aux effectifs chargés, aux classes ingérables.

La situation dans l'Education Nationale est inacceptable du point de vue des personnels de l'Education Nationale mais également du point de vue des parents d'élèves et des élus : il n'y a qu'à reprendre les résultats des votes sur le projet de la carte scolaire du 1<sup>er</sup> degré pour l'affirmer.

La FNEC FP FO ne peut pas accepter que notre Ministère devienne un Ministère au service d'un projet politique et non plus un ministère au service des élèves et des usagers. Ce que la FNEC FP FO défend,

c'est un service public républicain, national, garant à la fois d'un accès égal pour tous les citoyens, et d'une égalité de traitement de tous ses agents. Les valeurs de la République sont le fruit de conquêtes sociales et ne sont pas de vagues notions à géométrie variable.

La FNEC FP FO soutiendra toutes les initiatives, y compris la grève. La question de se tourner vers le Ministre Blanquer est toujours posée. Rien ne saurait détourner les personnels de leurs justes revendications.